

EL TARF : LA PROTESTA PREND DE L'AMPLEUR ET TOUCHE
TOUTES LES COMMUNES

La population du village Metroha ferme
la RN82 et interpellation de 10 personnes

Les habitants du village Metroha relevant de la commune d'El Tarf ont coupé, durant deux jours, à savoir mercredi et jeudi derniers, la RN 82, reliant le chef-lieu de wilaya à la commune de Zitrouna et au chef-lieu de daïra de Bouhadjar, et ce, en usant de blocs de pierres et autres objets hétéroclites.

Les protestataires reven-
diquaient, entre autres, la
réfection des routes à l'inté-
rieur du village qui compte
une population de 10 mille

âmes, le gaz de ville, l'em-
ploi ainsi que d'un quota
conséquent du programme
de l'habitat rural. Ce village,
situé à 7 kilomètres du chef-

lieu de wilaya, est appelé
communément «La
Colombie», en référence,
pour ainsi dire, à la consom-
mation sans commune
mesure de drogues de
toutes sortes.

C'est un secret de poli-
chinelle que de révéler que
beaucoup de dealers s'ap-
provisionnent en Zatla et

autres barbituriques dans ce
village. Par ailleurs, selon
des sources crédibles, «10
personnes auraient été
interpellées par les services
de sécurité dans l'après-
midi de jeudi.

Elles ont été présentées
devant le juge d'instruction
près le tribunal d'El Tarf,
vendredi matin, puis placées

sous mandat de dépôt. Leur
procès se déroulera ce
dimanche», ont indiqué les
mêmes sources. La wilaya
d'El Tarf est en train de
s'embraser.

Les foyers d'incendie se
déclarent chaque jour à tra-
vers pratiquement toutes les
communes, et les respon-
sables locaux, au lieu de se

consacrer au développe-
ment, se trouvent contraints
de se muer en pompiers
pour éteindre la contestation
sociale.

C'est le signe flagrant du
dépérissement de ce qui
reste de ces collectivités. En
somme, rien n'augure d'un
meilleur avenir.

Daoud Allam

BOUIRA

Des villageois de Boukram ferment la route

Avant-hier, des centaines de citoyens des villages de Ferkioua, Boutboul, Tizi Makou, Mekharta et Boukhalfoun, de la commune de Boukram, située à 30 km à l'ouest de Lakhdaria et à 80 km au nord-ouest de Bouira, ont procédé à la fermeture du CW2, reliant la RN29 à Blida.

Les villageois sont sortis
pour protester contre la mar-
ginalisation de leurs vil-
lages, mais aussi, le mépris
affiché par les autorités qui,
malgré la fermeture du siège
de l'APC depuis dimanche,
ne se sont plus manifestées

pour en connaître les rai-
sons, ni prendre en charge
leurs doléances.

Aussi, ce jeudi, et à l'aide de
troncs d'arbres et autres
pneus brûlés, des centaines
de villageois se sont ras-
semblés sur le CW2, en exi-

geant la présence des auto-
rités de la wilaya, pour leur
faire part de leurs
doléances.

D'après des villageois qui
nous ont contactés, au
niveau de cette commune
deshéritée, des villages
entiers vivent dans une pré-
carité totale où aucun signe
de développement n'est
visible. Les routes déla-
brées, le manque d'AEP,
d'assainissement, de gaz de
ville et d'infrastructures, tel

les dispensaires et autres
annexes administratives qui
sont occupées par les élé-
ments de l'ANP depuis les
années 1990, sont les prin-
cipales revendications de
ces villageois.

En outre, et s'agissant des
routes, la plus importante
est le CW27 qui relie le che-
lieu de l'APC et le grand vil-
lage de Ferkioua aux com-
munes des wilayas de Blida
et Médéa.

Les protestataires sont déci-

dés à poursuivre leur action
jusqu'à ce que les autorités
de Wilaya daignent se mani-
fester pour leur donner des
engagements fermes et en
finir avec les promesses ver-
bales du chef de daïra qui
les a longtemps bernés, sur-

tout concernant la réfection
du CW29, pour la réalisation
duquel il s'était engagé en
juillet 2010 pour un délai
n'excédant pas les deux
mois, mais sans jamais tenir
cette promesse.

Y. Y.

SIDI-BEL-ABBÈS : CONTESTATION
DANS LA LOCALITÉ DE TELAGH

Edifices publics saccagés, policiers
blessés et plusieurs interpellations

Si les localités de Chelia
Benachiba (Tenira),
Makedra (Aïn El Berd),
Mezaourou (Telagh), Tabia
(Sidi Ali Benyoub) et
Tinedamine (Moulay
Slissen) ont dernièrement
connu des vagues de
contestation se limitant à
des sit-in, attroupements,
routes coupées et siège
d'APC fermé à Tinedamine,
et ce, pour interpellier les
autorités locales sur leurs
conditions de vie (chôma-

ge, logement, etc.), et exi-
ger la présence du wali qui
s'est déplacé sur les lieux
pour contenir la colère des
citoyens par l'octroi, pour
certaines d'entre elles, de
postes d'emploi, de loge-
ments, de bus scolaires et
d'enveloppes pour des
réaménagements, la locali-
té de Telagh, elle, a vécu à
la fin du week-end dernier
de sérieux troubles qui l'ont
secouée. Les citoyens de
cette localité sont descen-

dus dans la rue par cen-
taines pour les sempiter-
nelles revendications de
l'emploi, logement, etc.
L'attroupement a vite dégé-
néré lorsque les jeunes ont
pris à partie les policiers,
qui ont été caillassés ainsi
que leurs véhicules.

Ils ont saccagé des édi-
fices publics, coupé les
routes et brûlé des pneus.
L'on déplore plus d'une
dizaine de policiers blessés
et évacués vers l'hôpital de

Telagh. Le siège de l'APC,
l'agence CNEP et le bureau
de poste ont été saccagés.

Plus d'une dizaine de
jeunes ont été interpellés,
puis relâchés.

En fin d'après-midi, les
manifestants ont commen-
cé à se disperser, et un
calme précaire prévaut
depuis, car ces derniers
disent vouloir du concret
dans l'immédiat et non des
promesses.

A. M.

UNIVERSITÉ

Grève des étudiants du département
de chirurgie dentaire

Le département de chirurgie dentaire connaît depuis une semaine une vague de contestations. Ce sont les étudiants, notamment ceux de la 3^e année, qui réclament un statut définitif pour l'obtention du doctorat en médecine, et ce, tout en maintenant la durée de leur formation à 5 ans.

Les étudiants refusent
une sixième année supplé-
mentaire, tout en acceptant
des changements pour la
revalorisation du statut du
chirurgien dentiste, qui est
actuellement classé à la
catégorie 13.

En marge de cette prin-
cipale revendication
essentielle, les étudiants
remettent en cause les

conditions jugées inadé-
quates, quant à la qualité
des cours de travaux pra-
tiques au niveau de la cli-
nique hospitalo-universitai-
re.

La mise en pratique de
la théorie souffre de grave
lacune qui peut avoir des
conséquences directes sur
la qualité du futur praticien.

La revalorisation de la

formation doit répondre
aux normes internatio-
nales.

Ces futures praticiens
rappellent que la formation
en dentisterie requiert 80%
de pratique, ce qui n'est
pas le cas actuellement. La
révision du programme de
la 2^e et 5^e année doit inclu-
re et la théorie et la pra-
tique.

Sur le plan pédago-
gique, les étudiants dénon-
cent le manque de commu-
nication de la part des pro-
fesseurs et exigent des
enseignants de qualité. Il

faut rappeler que cette
spécialité ne dispose pas
de postes de résidanat à
Tlemcen, les étudiants
devant se rendre à Oran
pour boucler leur cycle et
passer l'examen final et
que ce sont surtout les étu-
diantes qui mènent le com-
bat pour améliorer les
conditions de vie au sein
de l'université. Pour cela,
elles ont entamé une grève
illimitée à partir du 8 Mars,
et ce, jusqu'à ce que leurs
revendications soient satis-
faites.

M. Zenasni

AÏN DEFLA
Les corps communs
de la justice
protestent

Les agents des différents tribunaux de justice, rele-
vant des corps communs, au nombre de 6 au niveau du
tribunal de Khemis Miliana mais quelque 130 au niveau
des différents tribunaux de la wilaya de Aïn-Defla, enta-
ment leur 6^e jour de débrayage. Un débrayage qui fait
suite à celui déjà observé par le corps des greffiers et qui
vient de prendre fin après que les revendications émises
aient été satisfaites.

Ce débrayage commence à se faire ressentir par le
ralentissement de l'établissement des différents docu-
ments, certificat de nationalité et autre casier judiciaire,
pièces très demandées, notamment dans le cadre des
concours de recrutement, celui de l'emploi ou même pour
les dossiers de délivrance de certains documents tels
que CNI, passeport, permis de conduire, etc...

Pour ce qui est des revendications, les concernés
demandent la liquidation de deux tranches de leurs rap-
pels ainsi que leur intégration statutaire dans le corps de
la justice, tout comme ils revendiquent une classification
en fonction de leur qualification sur la base du diplôme.

Karim O.